

AMR MOUSSA

Ancien secrétaire général de la Ligue des États arabes

Volker PERTHES, Président et directeur du *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*

Merci beaucoup. J'imagine que le monde n'est plus aussi anticapitaliste et accepte davantage que les entreprises fassent des bénéfices et, parallèlement, elles investissent. Les gens veulent que les entreprises fassent des bénéfices dans leur pays et investissent dans leur pays.

C'est bien que vous ayez abordé la question en vous référant à toute la région. Vous avez évoqué la Libye et la Syrie, aussi j'aimerais me tourner vers Amr Moussa, qui a été le Secrétaire général de la Ligue arabe pendant si longtemps. C'est intéressant parce que vous étiez encore en poste il y a quelques mois, et parce que la Ligue arabe semble avoir opéré un changement à 180 degrés. Nous avons l'habitude de dire que la Ligue arabe pouvait faire seulement aussi bien – et parfois nous disions qu'elle pouvait faire seulement aussi mal - que les pays membres qu'elle représente, et elle n'est généralement pas intervenue dans les affaires intérieures des pays. Il semble maintenant que la Ligue arabe soit parmi les premiers, devançant parfois le Conseil de sécurité des Nations Unies, à imposer des sanctions aux pays qui écrasent les droits de l'Homme sous leurs bottes. Faut-il y voir seulement la défense des droits de l'Homme et une réorientation des valeurs de la Ligue arabe, ou est-ce en réalité un jeu géostratégique qui s'exprime à travers la Ligue arabe ? Pourriez-vous nous fournir quelques explications à ce sujet ?

Amr MOUSSA, Ancien secrétaire général de la Ligue des États arabes

J'aimerais que vous sachiez que l'impulsion du changement a été réellement donnée – et c'est très documenté dans les débats, sommets et autres espaces de discussion – en 2004 quand, en ma qualité de Secrétaire général, j'ai présenté au Sommet de Tunis de mars 2004 une proposition sur le changement, la modernisation et la réforme. J'ai appelé le sommet à adopter un document fondamental mettant en avant la nécessité de favoriser le changement et la modernisation, l'éducation, les droits des femmes, le développement économique et social, la transparence dans la politique, les actions et les débats, et de remplacer le vote à l'unanimité ou par consensus par le vote à la majorité, ce que nous avons fait avec la Libye et la Syrie. Certains pays se sont opposés aux sanctions, mais, grâce au principe de majorité, nous les avons adoptées.

Par conséquent, la Ligue arabe croyait au changement et à sa nécessité. J'aimerais rappeler ici quelque chose de connu en Égypte et dans un certain nombre de pays arabes : une semaine avant le déclenchement de la révolution en Égypte, le 19 janvier, nous avons tenu un sommet économique et social à Sharm El Sheikh. Je suis intervenu en ma qualité de Secrétaire général, pour dire sans ambages que cela ne pouvait plus continuer ainsi et que la population en avait assez. Après être entré dans la salle où les Chefs d'État et moi-même étions réunis, un jeune journaliste a demandé au Président Moubarak : « Qu'en est-il de la Tunisie ? ». Le Président a répondu : « La Tunisie, c'est une chose, l'Égypte c'en est une autre. » J'ai pris la parole pour dire : « Monsieur le Président, Messieurs les éminents Chefs d'État et de gouvernement, la révolution qui a éclaté en Tunisie n'est pas très loin de cette salle. La population en a assez. L'oppression, la pauvreté et la mauvaise gestion sont devenues la règle dans plusieurs pays arabes et cela va changer. Cela va changer. » Mes propos ont été diffusés en direct parce qu'ils ne s'attendaient pas à ce que mon intervention prenne cette tournure, et une investigation a été menée ultérieurement. Cependant, j'avais insisté en



disant qu'il allait y avoir du changement, et une semaine plus tard le changement était là. Ce que j'ai dit ce jour-là traduisait ce que nombre d'entre nous pressentaient : le régime touchait à sa fin.

Depuis 2004, la Ligue arabe a introduit beaucoup de changements.

Volker PERTHES, Président et directeur du *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*

Cependant, les grands changements se sont produits cette année.

Amr MOUSSA, Ancien secrétaire général de la Ligue des États arabes

Oui, c'est exact, et c'est la révolution qui les a amenés, en Tunisie, en Égypte et ailleurs. Cela deviendra-t-il la règle ? Je dirais que oui, et que tous les pays seront touchés, à ces différences près dont je parlais. Le monde arabe ne sera plus jamais comme avant. Il n'y aura plus de dictatures. Nous ne pouvons vivre sous la dictature et nous ne devrions pas vivre sous la dictature. Nous devons nous engager sur la voie de la démocratie et construire une société différente en changeant notre système éducatif et nous préoccupant de la population elle-même. Beaucoup de choses peuvent être réalisées sans nécessiter beaucoup d'argent – nous n'avons pas besoin d'une aide financière pour tout ce que nous entreprenons. Nous devons agir sans tarder, immédiatement. Même ce gouvernement, qui a été formé il y a quelques jours, et qui est un gouvernement temporaire, de transition, a fort à faire, du moins en ce qui concerne les services à la population.

Ceci est une chose. Parallèlement, la population arabe, et la population égyptienne bien sûr, se préoccupe de ce qui se passe dans la région. J'ai rencontré tellement de groupes de jeunes – les révolutionnaires de la Place Tahrir – quand j'étais Secrétaire général. Ils venaient en nombre. Ils parlaient de l'éducation, de la pauvreté et de tant d'autres questions concernant la situation intérieure. Cependant, aucun entretien avec ces groupes ne s'achevait sans qu'ils ne m'aient interrogé sur la Palestine. Quand des collègues – lesquels étaient des ministres, notamment des ministres européens ou occidentaux - m'ont rapporté qu'ils avaient entendu dire en Israël : « Vous voyez. La révolution n'a pas été faite à cause de la Palestine, mais à cause de la pauvreté, de la mauvaise gestion, etc. », je leur ai répondu : « Attendez. Ça, c'est ce qui est en train de se produire. Vous entendrez parler très bientôt de la Palestine, sauf si les dirigeants israéliens, le gouvernement israélien, se rendent compte que le Moyen-Orient et le monde arabe sont en train de changer et qu'ils doivent eux aussi changer de politique et de vision des choses. » Le fond du problème ici, c'est que toute révolution, qu'elle soit tunisienne, égyptienne ou autre, a ses propres causes intérieures et éléments internes, mais qu'au final nous avons besoin d'une région en paix. Nous avons besoin d'une région différente et d'un nouvel ordre régional. Cela contribuera au changement et le changement contribuera à cet ordre.

Une chose, ou du moins une chose très importante, restera un frein : c'est la question de la Palestine. C'est pourquoi il est dans notre intérêt à tous de trouver une solution équitable. Une unanimité se fait jour à travers le monde sur l'idée que ce problème doit être réglé définitivement.

L'autre chose, surtout dans une société comme celle-là, c'est le dispositif de sécurité régionale au Moyen-Orient. Il faudra en discuter et le soutenir, puis le négocier, et enfin le rédiger et le ratifier. Nous ne devons pas perdre de vue que le changement en cours au Moyen-Orient ouvre la voie à un nouvel ordre régional – une zone régionale économique, politique et sûre. Il y donc deux options. La première, bénéfique, est celle de la coopération, de l'ouverture des esprits et des frontières, des projets économiques communs, etc. La deuxième consiste à continuer



comme avant. Je crois qu'il nous appartient à tous de promouvoir la première option et d'y travailler. Le Moyen-Orient doit changer et vous devez nous aider à le faire devenir un nouvel ordre où tous les problèmes chroniques, se posant de longue date, devront être résolus, d'autant plus que nous savons comment les résoudre et que l'obstacle est identifié. Un changement régional s'impose donc, et le rôle des grandes puissances devra aussi changer.